



«Nous ne voulons plus rentrer en Syrie»

LIBAN • Menacés de mort ou tués s'ils refusent de se convertir à l'islam, les chrétiens de Syrie veulent rejoindre l'Europe. Réfugiés à Zahlé, ils survivent péniblement. Les Eglises les encouragent à rester au Moyen-Orient.

JACQUES BERSET, ZAHLÉ

«Nous ne voulons plus rentrer en Syrie... Nous sommes persécutés parce que nous sommes chrétiens. Nous avons tout perdu. Nous voulons partir pour l'Europe, où nous serons respectés.» Grimant par les rues étroites et pentues de Zahlé, nous visitons des familles chrétiennes dispersées dans des logements de fortune de cette ville chrétienne de la plaine de la Bekaa adossée aux contreforts du mont Liban.

Ayant écarté la lessive suspendue à une corde devant l'entrée et enlevé nos chaussures, nous pénétrons dans une petite pièce, avec des matelas disposés sur les côtés, à même le sol, des habits suspendus à un clou... avec pour seul luxe une toute petite télévision. Depuis 2012, trois familles syriennes, soit une dizaine de personnes, vivent dans cet espace insalubre de 25 m². Les hommes ne veulent pas se laisser prendre en photo et donner leur nom, par peur de représailles: venant de Rablé, près de Homs, les deux pères de famille, deux frères, racontent leur enlèvement par les djihadistes du Front al-Nosra, affiliés à al-Qaïda.

«Ils m'ont battu et torturé, brûlé avec des cigarettes pour que je me convertisse à l'islam, me traitant de kâfir (mécréant)», témoigne l'un d'eux, traumatisé à l'idée que ces djihadistes puissent le retrouver. Il n'a été libéré qu'après avoir payé une rançon de 20 000 dollars.

«Croix dans la bouche»

«Avant, nous avions chacun une grande maison. Pour acheter notre libération, nous avons dû tout vendre... tout abandonner», témoigne l'un des adultes, qui était agriculteur. Les djihadistes ont massacré des familles entières: «Al-Nosra a attaqué les villages chrétiens, tuant seulement les gens qui étaient dans l'armée et les chrétiens; une femme a été égorgée et on lui a mis une croix dans la bouche...»

L'une des filles a été tellement choquée par les atrocités dont elle a été le témoin qu'elle est tombée malade. «Sans l'aide de l'archevêché, je ne sais pas ce que nous serions devenus.» Grâce notamment au soutien financier de l'œuvre d'entraide catholique Aide à l'Eglise en Détresse (AED), Mgr Jean



Mgr Issam Darwish salue de jeunes réfugiés syriens accueillis à l'école Sainte-Rita, à Zahlé. La grande majorité des enfants réfugiés au Liban ne fréquentent cependant pas l'école. C'est une véritable «bombe à retardement». JACQUES BERSET/CATH.CH

Issam Darwish, archevêque grec-catholique melkite de Zahlé et de la Bekaa, vient en aide à 3 000 chrétiens syriens qui ont trouvé refuge dans cette ville chrétienne libanaise de 60 000 habitants. Contrairement aux réfugiés musulmans, ils ne vivent pas sous tente, ayant trouvé, souvent à prix d'or, à se loger au milieu de la population, dans des appartements exiguës, des garages ou autres abris de fortune.



«Ils ont tué le Père François de 14 balles»

GILBERTE

Les réfugiés musulmans, eux, vivent aux abords de l'agglomération, sous des tentes de plastique. Pour chaque abri, ils paient 70 dollars de location par mois au propriétaire du champ qu'ils occupent. Ils se préparent à affronter un nouvel hiver, qui peut être très rigoureux dans

cette plaine située à quelque 900 m d'altitude.

Dans un appartement plus confortable, mis à disposition par des habitants de la ville, vivent plusieurs familles chrétiennes, des parents du Père François Mourad. Ce dernier a été assassiné par les terroristes islamistes le 23 juin 2013 dans le couvent franciscain Saint-Antoine de Padoue, à Gassanieh, près de Homs. «Quand ils ont attaqué le couvent, ils ont tué le Père François de 14 balles. Personne n'a pu lui venir en aide... Ils l'avaient menacé depuis plusieurs mois parce qu'il refusait de se convertir à l'islam», témoigne Gilberte. Cette étudiante de 18 ans a perdu tous ses diplômes quand son école, à Alep, a été détruite dans les combats. Ses certificats d'étude brûlés, elle ne peut pas s'inscrire à l'Université. A ses côtés, son frère Joseph, âgé de 22 ans, gagne quelques sous comme coiffeur.

Avant sa fuite, il possédait sa propre boutique à Alep.

«On était protégés par l'armée syrienne à Alep, mais coincés d'un côté par le Front al-Nosra et de l'autre par le groupe Etat islamique. On ne pouvait plus rester», ajoute-t-elle, tandis que circule la photo du prêtre martyrisé, mort à l'âge de 48 ans. A l'évocation de son fils, la mère octogénaire, aujourd'hui malade, se met à pleurer. Gilberte et Joseph cherchent à obtenir un visa pour l'Australie, car ils ne voient pas leur avenir dans une Syrie dévastée, qui s'est divisée sur des bases politico-confessionnelles.

Retenir les chrétiens

«Nous encourageons les chrétiens à rester ici, avant de pouvoir retourner en Syrie. Déjà une cinquantaine de familles ont émigré, d'autres sont rentrées près de Homs. Ici, tous ont envie de partir, mais nous essayons de les retenir, car il ne faut pas vider le Moyen-Orient de ses chrétiens», souligne Mgr Darwish. Grâce aux soutiens

qu'il reçoit, l'archevêque veut construire des logements pour les réfugiés, mais il admet que le Gouvernement libanais ne permet pas facilement aux Syriens de s'établir dans le pays. «Les tensions sont perceptibles dans la population, car il y a aussi beaucoup de Libanais qui vivent dans la pauvreté. Nous aidons les Syriens, mais aussi les Libanais. Grâce à l'aide d'AED, nous pouvons offrir un repas chaud à midi.»

Comme les autres leaders chrétiens rencontrés par la délégation commune de la Conférence des évêques suisses et de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse qui s'est rendue au Liban du 23 au 27 novembre, Mgr Issam Darwish ne souhaite pas la chute brutale du gouvernement de Bachar al-Assad. «La Syrie n'est certes pas un Etat démocratique, mais c'est néanmoins un Etat laïc. Avant la guerre, les chrétiens vivaient plus ou moins bien en Syrie. Si le régime s'effondrait, c'en serait fini de la présence chrétienne dans ce pays!» CATH.CH

REPÈRES

Nombreux enfants non scolarisés

> Plus de 1,5 million de Syriens ont trouvé refuge au Liban, soit près du tiers de la population libanaise. Il faut y ajouter plus de 50 000 Palestiniens et presque autant de Libanais vivant en Syrie, qui sont arrivés au Liban en raison de la guerre dans ce pays. > La grande majorité des enfants syriens réfugiés au Liban ne fréquentent pas l'école. C'est une véritable «bombe à retardement... des proies très faciles pour les djihadistes», selon Michel Constantin, directeur régional de l'Association catholique CNEWA. Sur 600 000 enfants syriens, seuls 75 000 sont scolarisés. > La plupart des enfants syriens, n'ont pas fréquenté l'école pendant plusieurs années. Ils n'ont donc plus le niveau. Dans les classes, des élèves de 12 ans se retrouvent avec des enfants de 8 ans. JB

Vibrant appel à la solidarité

Les chrétiens de Syrie et d'Irak réfugiés dans les pays voisins doivent pouvoir rentrer chez eux. Le fait qu'ils soient forcés de quitter des terres qui ont vu naître le christianisme est une «tragédie». Il faut œuvrer pour qu'ils ne soient pas déracinés, estime la délégation de la Conférence des évêques suisses (CES) et de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS), qui s'est rendue à la fin novembre au Liban. Les œuvres d'entraide des Eglises accomplissent au Liban des services indispensables dans l'accompagnement des réfugiés, notent la CES et la FEPS. Elles appellent les fidèles et les responsables politiques en Suisse à soutenir leurs coreligionnaires opprimés moralement et matériellement par des dons ou des collectes durant la période de l'Avent et de Noël. JB

EN BREF

10 000 SIGNATURES RÉCOLTÉES EN DIX JOURS

ÉMISSIONS RTS Lancée le 23 novembre, la pétition «Soutenons RTSreligion», contre la suppression annoncée de trois magazines religieux, a atteint en dix jours 10 000 signatures. Pour l'intellectuel musulman Hasni Abidi, membre du comité de soutien, le fait que RTSreligion soit produit par des chrétiens ne le dérange pas. «L'effort de connaissance de l'autre fourni par ces programmes est très important pour le «vivre-ensemble» dans la société d'aujourd'hui», souligne le directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen, à Genève. CATH.CH

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

La liberté religieuse plus importante que jamais

RAPHAËL ZBINDEN

La liberté religieuse, concrétisée il y a 50 ans dans l'Eglise catholique par le décret conciliaire «Dignitatis humanae», est «la condition sine qua non» du dialogue œcuménique et interreligieux. C'est ce qu'a rappelé jeudi soir le cardinal Kurt Koch, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, à l'occasion du 7^e Forum Fribourg Eglise dans le monde, à l'Université de Fribourg.

«Dignitatis humanae» a été l'un des événements les plus importants de Vatican II, a déclaré d'emblée le prélat suisse. Celui qui incarne les efforts de l'Eglise catholique pour le retour des chrétiens à la pleine communion a tenu à réaffirmer quelle avancée a significé ce texte qui «respire totalement l'esprit du Concile». Sans cette concrétisation des principes de la liberté religieuse, aucun

des progrès actuels de l'œcuménisme n'aurait été envisageable.

Si «Dignitatis humanae» a été une pierre d'angle, il a également été l'un des documents les plus controversés du Concile, rappelle l'ancien évêque de Bâle lors de la conférence organisée par la Faculté de théologie de l'Université de Fribourg. Il existait en effet de profondes divergences culturelles, qui ont compliqué la mise en place des principes de base de la liberté religieuse. L'épiscopat anglo-saxon était la plus grande force motrice des débats, alors que les prélats d'autres pays, notamment d'Italie et d'Espagne étaient plus réticents. Mais la nécessité d'une clarification du rapport entre l'Eglise et le monde a finalement pris le dessus. Dans une société toujours plus diverse culturellement et religieusement, «Di-



Pour le cardinal Kurt Koch, il n'y a pas de dialogue possible sans liberté. CATH.CH

gnitatis humanae» a signifié la reconnaissance par l'Eglise du principe de tolérance développé par l'Etat moderne.

Le prélat suisse a souligné que la séparation de l'Eglise et de l'Etat était une solution pour la liberté religieuse. Il a néanmoins mis en garde contre le «laïcisme» existant notamment dans certains pays européens, qui tend à marginaliser le religieux en le considérant comme une «sous-culture sociale». Mgr Koch a aussi relevé à quel point la question de la liberté religieuse était actuelle, notant que jamais encore dans l'histoire autant de chrétiens n'avaient été persécutés. Reprenant l'expression du pape François d'«œcuménisme du sang», le cardinal soutient que cette génération de martyrs «nous force à l'empathie œcuménique».

CATH.CH